

26 mai 1997

idées
- JFM 1997

Je tiens d'abord à remercier la Commission spéciale du Sénat de Belgique pour cette invitation à m'exprimer ici. En élargissant vos investigations aux témoignages de spécialistes étrangers à votre pays - j'ai été précédé il y a quelques temps par une éminente collègue américaine - vous témoignez d'une ouverture d'esprit qui confirme le caractère exemplaire de cette enquête sur le plan de la culture politique en Europe. Puisse-t-elle servir d'exemple dans d'autres pays, à commencer par le mien, également très impliqué dans la tragédie rwandaise de 1994, comme vous le savez.

Monsieur le Président, l'invitation que j'ai reçue précisait que la commission souhaitait m'entendre en particulier sur le thème 3 de vos investigations, à savoir - je résume - sur "les indications dont disposaient les autorités belges et la communauté internationale quant à la préparation d'un génocide des Tutsis et à l'assassinat d'opposants politique hutus". J'ajouterais volontiers : et aussi quant au massacre de citoyens belges. Par ailleurs une liste de six questions m'a été adressée il y a quelques jours. Je souhaite dans le temps relativement court qui m'est imparti aborder des aspects sur lesquels je crois pouvoir vous faire bénéficier d'une compétence spécifique et vous apporter des éléments de réflexion.

Sur plusieurs des questions qui m'ont été adressées, ma contribution ne pourrait que se réduire à livrer des opinions personnelles ou à vous renvoyer à des documents ou à des experts mieux à même d'y répondre. Je les évoquerai donc en quelques mots pour commencer, quitte à y revenir si vous le souhaitez dans la discussion.

• On peut épiloguer sur les chances de succès ou sur les limites des accords d'Arusha : je constate simplement que, tant la communauté internationale que des forces importantes dans la vie politique rwandaise s'étaient engagées sur ces accords en août 1993 et que la première étape de la tragédie a été représentée précisément par les manoeuvres du pouvoir en place à Kigali à cette époque pour repousser les échéances et par la campagne d'obstruction menée contre cette logique de paix par les forces qui seront déterminantes dans le génocide, à savoir les cadres et militants de l'ancien parti unique MRND, du nouveau parti CDR et des fractions dites *Hutu power* des forces d'opposition. Quant à l'identification des responsabilités précises sur le plan pénal dans la mise en oeuvre du génocide, je n'aurai pas la prétention de me substituer ici aux instances judiciaires habilitées à y procéder. De même sur l'évolution générale des Droits de l'homme de 1990 à ce jour, je vois mal ce que je peux ajouter aux différents rapports produits régulièrement par les instances adéquates, internationales ou associatives.

- Enfin, le rôle du FPR dans le "climat de violence" qui a régné au Rwanda - autre question - est évident, comme celui des autres acteurs de la guerre civile, larvée ou ouverte qui touche la région des Grands Lacs (au Rwanda, au Burundi et dans l'Est du Zaïre) depuis au moins le début des années 1990. Des éléments structurels, démographiques, économiques et sociaux, pourraient aussi être

rappelés dans la liste des facteurs de ce "climat de violence". Mais la question qui nous retient n'est pas, je pense, d'analyser tout ce qui a "fonctionné" dans le sens d'une violence extrême, mais plutôt d'identifier les logiques et les forces qui ont constitué un projet spécifique, une "intention" inscrite dans ce "climat", celui de régler tous les problèmes par l'extermination systématique d'une composante de la population rwandaise (les Tutsi) et de tous les éléments définis dans cet esprit comme "complices" de cette composante jugée malfaisante (c'est-à-dire de nombreux Hutu, mais aussi des Européens).

La question essentielle que cette commission se pose, en écho aux interrogations de l'opinion belge, choquée par ce qui s'est passé au Rwanda en avril 1994, est, si j'ai bien compris, de savoir si une telle tragédie était prévisible et par conséquent si on pouvait l'éviter ou en limiter les effets. Les éléments de réponse que je peux vous apporter reposent essentiellement sur un travail de réflexion historique mené depuis une trentaine d'années sur cette région d'Afrique et sur une fréquentation assidue de la littérature et des sources de son passé ancien ou récent. Ils peuvent aussi s'appuyer sur l'analyse exhaustive de la presse rwandaise des années 1990-94 et d'enregistrements de la RTLM et de Radio-Rwanda pour la période d'avril à juillet 1994, travail mené en collaboration et qui a donné l'ouvrage *Rwanda, les médias du génocide*, publié à Paris en octobre 1995.

Au risque de surprendre, en formulant de prime abord un paradoxe, je dirais qu'il n'est pas étonnant que le génocide n'ait pas été prévu, n'ait pas réellement été envisagé comme une éventualité sérieuse ni par des responsables en principe bien "informés", ni par l'opinion internationale, y compris belge. Certes une telle dimension dans l'horreur était difficilement envisageable, mais surtout -cela me paraît fondamental- elle semblait impensable compte tenu de la respectabilité qui auréolait le régime en cause et de la bonne conscience sans limites qui habitait ses dirigeants et ses propagandistes. L'historien Lucien Febvre nous a appris qu'il était presque impossible d'être incroyant en France au XVI^e siècle, tant la vie collective baignait à cette époque dans un climat chrétien. Jusqu'au génocide de 1994 manifester quelque incroyance à l'égard du caractère exemplaire du régime rwandais, j'allais dire de sa sainteté, semblait relever d'un parti pris blasphématoire. En 1985 encore dans un opuscule de vulgarisation d'inspiration catholique édité en France (*A la source du Nil, les mille collines du Rwanda*), un ancien conseiller du président Grégoire Kayibanda, Baudouin Paternostre de la Mairie évoquait "les paroisses campagnardes du Rwanda, havres de paix, d'équilibre et de sérénité" ainsi que "la grande modération des principaux leaders, leur option démocratique et l'engagement chrétien de leur politique". On a beaucoup écrit surtout depuis 1989 sur les failles de ce pays des "mille coopérants" en "fin de règne" et on a dénoncé tardivement le "racisme de bon aloi" qui y régnait (je reprends la forte expression de Mme Marie-France Crôs dans la *Libre Belgique* du 1er juin 1994). On oublie trop vite l'omniprésence de cette vision idyllique, cautionnée en de nombreux lieux politiques et associatifs, et pas seulement belges ni seulement chrétiens. Aveuglés par cette image, les connaisseurs et les partenaires du Rwanda depuis son indépendance, ne

pouvaient que très difficilement imaginer l'innommable. Encore faut-il comprendre les ressorts du succès de cet écran idéologique.

Je ne pense pas faire perdre le temps de votre commission par ces considérations préalables relevant d'une histoire culturelle. Nous sommes en effet au coeur du problème, au coeur d'un processus qui a débouché sur un génocide et non sur une banale lutte "tribale" ou sur un simple complot politique qui aurait dérapé. L'organisation de massacres aussi massifs et aussi systématiques suppose en effet non seulement une machine politico-administrative et militaro-policière que d'autres ont mieux analysée que moi. Elle suppose aussi l'adhésion d'un grand nombre de simples gens prêts à devenir au jour J des tueurs, des complices, des spectateurs enthousiastes ou compréhensifs, ce qu'attestent les innombrables témoignages recueillis à ce jour sur le déroulement du génocide. Le but de cette entreprise n'était-il d'ailleurs pas autant de multiplier les tueurs que de multiplier les victimes, afin de rendre définitive la déchirure "ethnique" ? Elle implique donc la bonne conscience des acteurs, perpétrateurs et concepteurs, de ce crime collectif. Or dans un pays dépendant comme le Rwanda, cette bonne conscience n'a pu être entretenue qu'en étant partagée par des partenaires étrangers, et cela depuis des décennies. A moins de réduire le génocide à un coup de tonnerre dans un ciel serein ou d'y trouver la manifestation d'une sauvagerie dite atavique, deux naïvetés inacceptables sur le plan historique, il faut bien en analyser le ressort moderne, à savoir l'idéologie qui y a conduit, qui l'a accompagné et qui en inspire aujourd'hui la négation, et comprendre pourquoi les périls recelés par cette idéologie n'avaient pas été mieux perçus.

Parmi "les indications dont disposaient les autorités belges et la communauté internationale quant à la préparation d'un génocide", - je reprends la formulation de la commission - figurait la propagande développée dans les journaux les plus proches du pouvoir et en particulier de la faction présidentielle. En parlant de la RTL et des autres organes de la même mouvance, je reviendrai plus loin sur l'importance politique de ces médias, interdisant d'y voir des organes marginaux. Je crois utile de rappeler ici les points essentiels de cette propagande. Il ne s'agit pas d'une simple juxtaposition d'appels à la haine, forgés pour une polémique conjoncturelle, mais d'un système cohérent, enraciné dans une idéologie prédéfinie. La mise à plat des différents aspects de l'argumentaire développé par cette propagande permet de dégager quatre grandes lignes :

1) La diabolisation globale des Tutsi identifiés biologiquement et dénoncés sur les plans social, politique et moral.

Arrogante surnoise, féodale de naissance, cette "minorité orgueilleuse et sanguinaire" s'infiltrant partout par l'argent et les femmes, ne rêverait que de construire un empire hamitique en Afrique centrale, un empire qui irait de l'Ethiopie à Douala et du Gabon au Lesotho selon un article paru dans *Kangura* en janvier 1992. Cette littérature a trouvé sa plus remarquable expression dans "les dix commandements du Hutu" publiés en décembre 1990 dans le bimensuel *Kangura*. La logique raciste se manifeste dans l'animalisation systématique des Tutsi, désignés comme cancrelats ou comme serpents, et dans toute une logomachie de biologie sociale. La génétique les condamner au

dépérissement par endogamie, explique *Kangura* en mars 1993, et ils inventent que leur petit nombre serait dû à la machette des Hutu, et l'article commente "un cancrelat ne peut pas donner naissance à des papillon, il donne naissance à un autre cancrelat. De même l'histoire du Rwanda nous montre qu'un Tutsi est demeuré identique à lui-même, avec sa méchanceté."

2) La nécessité impérative pour les Hutu de constituer un bloc homogène, garantissant le pouvoir du "peuple majoritaire", fondement de la logique ethniste du *Hutu power*.

Les Hutu opposants au pouvoir sont définis comme des "complices (*ibytso*), c'est-à-dire des traîtres à leur "ethnie". Cette vision conduira à légitimer par exemple l'assassinat du Premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, le 7 avril 1994. Deux semaines plus tard, le 20 avril, la RTLM, expliquera qu'elle est tombée sous les coups de "la justice du peuple majoritaire", laquelle menace toutes les autorités insuffisamment "actives" contre les "cancrelats". Le gouvernement Kambanda en exil reprendra cette justification dans sa déclaration du 25 mai 1994 devant la Commission des droits de l'homme de Genève. Cette thèse de la mort légitimée par une "complicité" se retrouve d'ailleurs encore le 29 août 1994 sous la plume de M. François Nzabanimana, je le signale, car ce type de raisonnement tend à ranger en fait les casques bleus belges victimes des mêmes tueurs dans une autre subdivision des "complices": "Des casques bleus ont été envoyés chez une personne que l'on savait condamnée à mort: une simple erreur d'appréciation ... ou une volonté délibérée de manipuler la situation?", ai-je lu dans cette brochure intitulée "Rwanda ou l'urgence politique". Parfois on s'interroge sur l'emploi du terme génocide à propos de tueries qui ont fait aussi beaucoup de victimes hutu et aussi des victimes européennes. Massacres ethniques ou massacres politiques dira-t-on? En fait le sens de ces tueries est d'abord dans la tête de ceux qui les ont organisées et de ce point de vue, les massacres politiques comme on dit ne sont pas le fruit d'un calcul annexe, mais clairement un des éléments de la politique raciste soigneusement montée depuis des années et exacerbée depuis 1992: que les victimes soient de l'engeance maudite ou qu'ils soient traîtres à leur race, la logique est profondément la même, c'est celle développée par le parti CDR, Coalition pour la défense de la révolution, créée en mars 1992 et dont les statuts sont publiés dans un numéro spécial de *Kangura*: parmi ses objectifs, le premier est de "convaincre les Hutu de toute la terre qu'ils sont un.. et qu'ils arrêtent de s'entredéchirer."

3) La priorité de l'identification ethnique.

Les deux thèmes précédents reposent sur ce fondement qui atteste le caractère systématique et élaboré de cette propagande. *Kangura* et les organes de la même veine polémiquent sans cesse pour la reconnaissance prioritaire des appartenances hutu et tutsi. On peut trouver de nombreuses citations significatives dans notre livre, de novembre 1990 par exemple, lorsque *Kangura* dénonce les universitaires rwandais qui osent "changer l'histoire" en remettant en cause le schéma des invasions racialement différenciées, jusqu'à mars 1994, quand *La Médaille-Nyiramacibiri* dénonce le procureur Nkubito coupable de "nier les ethnies". "La nation est artificielle, mais l'ethnie est naturelle", martèle *Kangura* en 1992. Ce principe, qui allait évidemment dans le sens du maintien du marquage ethnique

sur les papiers d'identité et du système des quotas, avait un double objectif non dissimulé : empêcher l'infiltration de Tutsi dans les rangs des Hutu et faire reconnaître aux Tutsi qu'ils constituent un groupe minoritaire, donc voué à se soumettre en tant que tel. Accepter d'être comptés, c'est être acculé à perdre expliquera Gaspard Gahigi sur la RTLM en juin 1994, en plein génocide.

4) La légitimation de la violence absolue par l'autodéfense.

La cruauté, les atrocités, le sang versé, le sadisme, le dépeçage humain sont présents dans la presse extrémiste rwandaise depuis 1991 dans des dessins qui ont eu sans doute plus d'efficacité que les articles et dont la virulence se retrouvera dans "l'animation", c'est le terme qui convient le mieux, adoptée comme style d'information par la RTLM à partir de l'automne 1993, ce que ses speakers appelleront "les nouvelles chaudes". Des images morbides véritablement prémonitoires du génocide, même si elles prétendent dénoncer des atrocités attribuées notamment au FPR. Nous avons reproduit plusieurs de ces dessins dans notre ouvrage, nous savons que certains sont insoutenables, notamment pour les familles des casques bleus belges qu'ils salissent pour mieux justifier ce qui devait leur arriver. A partir de la fin de 1993 et du début de 1994, le ton de ces médias est devenu particulièrement agressif : le vocabulaire de l'extermination, ouvert ou codé (nettoyer, défricher, achever, travailler) revient de façon lancinante. Kangura diffuse des prophéties annonçant la mort du président et la reprise imminente de la guerre et laissant planer la menace d'un massacre des Tutsi. Sur un ton plus empesé, l'universitaire Ferdinand Nahimana diffuse en date du 28 mars 1994 un texte qu'il avait déjà rédigé en 1993, où il invitait militants et fonctionnaires à "travailler pour la réussite de l'action des Forces armées rwandaises contre l'ennemi du pays [un ennemi dûment identifié depuis 1991 selon des instructions de l'État-major], et annonçant "la dernière offensive pour vaincre l'ennemi" alors qu'en principe on devait alors appliquer les accords d'Arusha.

Murwanashyaka, organe du MRND en avril 1991 traite de "chiens" ceux qui trichent sur leur ethnie en falsifiant leurs papiers ; en 1992 il dénonce les "partis traîtres".

Cf mobilisation de la mouvance MRND même en Europe contre toute parole critique : ex de Genève décembre 19 90 avec Papias Ngaboyamahina représentant du MRND en Belgique, Muhuri de l'Ambassade à Paris, à l'arrièreplan rôle de Ferdinand Nahimana, de Fabien Singaye, un des grands responsables de la Sûreté du régime et gendre de Félicien Kabuga.

Mugesera 91, Secrétaire général du ministère de l'Information, Dès février 1991, une brochure officielle en couleurs largement diffusée à l'étranger au nom d'une "Association de femmes parlementaires pour la défense des droits de la mère et de l'enfant" (sic) et dont il assure la réalisation présentait ainsi les "enjeux réels" du FPR : "Restaurer la dictature des extrémistes de la minorité tutsi assise sur un génocide, l'extermination de la majorité hutu.... " le projet "d'une ethnie qui se considère supérieure, à l'instar de la race aryenne et qui a pour symbole la croix gammée de Hitler". Il réitère en mars 1992 : le FPR vise à "l'extermination des Bantous". Les arguments qui devaient

conduire à l'autodéfense au nom de laquelle un génocide bien réel celui-là sera commis contre la minorité tutsi.

Bugesera montre l'implication du régime : provocation au massacre déclenchée par la dénonciation d'une menace supposée. Le 3 mars 1992 : déclaration d'un pseudo comité des droits de l'homme basé à Nairobi sur un plan d'assassinat de cadres hutu attribué au FPR. Le communiqué lu à plusieurs reprises sur les ondes nationales par Jean-Baptiste Bamwanga, un "journaliste" extrémiste recruté dans l'enseignement par Ferdinand Nahimana qui dirige alors la radio nationale et implication de Hassan Ngeze et du bourgmestre de Kanzenze, Fidèle Rwambuka. 300 morts, 15000 déplacés selon rapport FIDH

En nov 92 discours successifs de Haby 15 et de Mugesera 17p. 54

CDR au coeur du régime : cf fiche Ngarambe, biographies et photo des obsèques de Bucyana

Rares descriptions de cette machine de mort à l'époque, mais déjà ici et là. Mes articles sur les premiers signes qui représentaient en 1991 et 1993 les prodromes du génocide évoqués comme tels aujourd'hui par tous les observateurs

"Les racines de la violence contemporaine en Afrique", Politique africaine, n° 42, juin 1991, p.15-27.

"'Presse libre' et propagande raciste au Rwanda. *Kangura* et 'les 10 commandements du Hutu'", Politique africaine, n° 42, juin 1991, p.109-120.

"Le régime de Kigali et l'intervention française au Rwanda: sortir du silence", Bulletin du CRIDDEV, n° 105, Rennes, fév.-mars 1992, p. 17-25.

"La crise politique rwandaise", Genève-Afrique, 1992, XXX, 2, pp. 121-140.

"Le Rwanda et la France : la démocratie ou les ethnies?", Esprit, mars-avril 1993, p. 190-195.

et rapports FIDH etc de mars 1993 qui soulignait clairement la multiplication de pogromes de nature génocidaire depuis 1991. Et déjà en décembre 1992 le rapport de 350 pages de l'Association rwandaise pour la défense des droits de la personne et des libertés publiques (ADL) mettait en garde contre ce péril.

supposer que l'Ambassade de Belgique et autres suivaient.

Trente ans d'une expérience historique combinant une revendication démocratique et une discrimination ethnique

Manifeste des Bahutu, 1957 contient cette précision qui évoquait davantage la police raciale d'un régime d'apartheid que la démocratie. Cela ne semble avoir choqué personne à l'époque.

"Quant aux "métissages ou 'mutations' de Bahutu en hamites la statistique, une généalogie bien établie et peut-être aussi les médecins, peuvent seuls donner des précisions objectives "

Le Parmehutu en mai 1960 : "Le Ruanda est le pays des Bahutu (Bantu) et de tous ceux, blancs ou noirs, tutsi, européens ou d'autres provenances, qui se débarrasseront des visées féodocolonialistes", les "Tutsi invités à se réinstaller chez leurs pères en Abyssinie".

En juillet 1972, *Ingingo z'ingenzi mu mateka y'Urwanda* catéchisme du Parmehutu : "la domination tutsi est à l'origine de tous les maux dont les Hutu ont souffert depuis la création du monde et elle est comparable à une termitière où grouille tout ce qu'il peut y avoir de cruautés dans l'humanité."

En octobre 1995 à Yaoundé, le colonel Bagosora : "Les Tutsis n'ont jamais eu un pays propre pour faire un peuple... Il y a tout simplement des Tutsi qui ont été naturalisés au fur et à mesure qu'ils arrivaient au Rwanda... Ils sont et resteront des émigrés nilotiques naturalisés soit rwandais, burundais, zaïrois, ougandais, tanzaniens qui devraient plutôt privilégier une politique de coexistence pacifique avec les peuples qui les ont accueillis et modérer leur comportement à la fois orgueilleux et arrogant".

langage codé, ce n'est autre que le double langage d'une idéologie qui a trouvé sa vitesse de croisière depuis de nombreuses années idéologie communautariste de préférence ethnique et de revanche liée à une idéologie de race, bénéficiant d'une opération de transsubstantiation démocratique, peuple majoritaire à la naissance, associé à autochtonie, à populisme, avec un double objectif : neutraliser un bouc émissaire et disqualifier toute opposition, un fil conducteur permanent

Les périls, les tentations issus de cette logique socio-raciale pouvaient être connus des expériences antérieures significatives du sens de ce discours : 63 cf Willame, *Aux sources de l'hécatombe rwandaise*, 1995 crise occultée. Massacres organisés des Tutsi de l'intérieur, traités en otages par le pouvoir (des bourgmestres, des préfets des ministres) jouant d'une haine raciale soigneusement entretenue pour casser toute opposition en mobilisant les gens contre les boucs émissaires tutsi, qui fait au moins 10000 morts en préfecture de Gikongoro, entre 24 et 28 décembre. Ce génocide est dénoncé comme tel à l'époque aussi bien par Bertrand Russell (*Le Monde* du 6.2.64.

: "le massacre le plus systématique depuis l'extermination des Juifs par les nazis.") que par *Radio Vatican*, aussi bien par le professeur Luc de Heusch que par le périodique catholique français *Témoignage chrétien*, est complètement occulté sous l'influence des amis du régime. Le pouvoir de Kigali navigue entre la négation (des informations "fantaisistes", de "prétendus massacres") et leur justification (des tueries au nom de "la colère populaire" contre "les cafards malfaisants" et leurs "complices". On croirait, en relisant les textes de cette époque, à une mauvaise répétition générale de 1994. Les slogans de la propagande et la procédure dite d'autodéfense populaire étaient rodés. Mais surtout les silences, voire les bénédictions internationales face à ce qui représenta sans doute la première véritable situation de génocide dans cette région d'Afrique n'ont pu que favoriser la reproduction ultérieure de cette logique.

le fil conducteur du Hutu power construit depuis 90 comme réponse d'un régime contesté, accéléré en 92-94 : l'unité hutu animée par Kangura, puis CDR, puis Hutu power, récupération du paramilitarisme (cf Kayibanda sur Kangura, passions orchestrées autour des complices et même *Kinyamateka* (ex. février 1991, "ceux qu'on appelle *ibyitso* qui vivent dans le pays jouent un grand rôle dans le déclenchement de ces attaques [il évoque le raid sur la prison de Ruhengeri de janvier précédent] et certains n'hésitent pas à dire qu'"ils sont présents jusque dans les hautes sphères de l'Etat". On est pas dans une entreprise de déstabilisation sur laquelle seul s'agripperaient les arcanes, mais devant la rejeu de la scène originelle d'extirpation des Tutsi liée à la fondation du régime. Et avec les Belges sentiment d'une amitié trahie.

Ex d'implication du pouvoir dans l'extrémisme et de sa diffusion, les médias.

cf livre liens akazu-RTLM-Kangura-hutu power Projet évident susceptible de mobiliser la majorité sur position massive de violence Cf les relais, diffusion gratuite de Kangura auprès de petits cadres locaux, la radio (cf témoignage de Blam) RTLM des journalistes compétents et proches du pouvoir, le financement (des zones d'ombre à l'étranger) mais sur place une machine claire de décoiement d'un projet de radio rurale. Je m'interroge pour savoir, en fonction du double langage, analysés, ci-dessus, si en Europe le projet Nahimana n'a pas été reçu comme la délégitimation de la radio rurale.

NB 415 000 récepteurs

Sur rayonnement: témoignages sur Kibungu, Kibuye, Nord du Burundi, etc. grâce aux réémetteurs de la radio nationale. Nous avons par exemple le témoignage du docteur allemand Wolfgang Blam, qui était à Kibuye en avril 1994 : il raconte comment un médecin masavaténa Cyangugu

8

avait été annoncé comme un "comice" sur la RTLm dès le 4 avril 1994. Il cite aussi les propos de gendarmes qui menaçaient d'exécuter sa femme, une Rwandaise : "Tenant en joue ma femme, ils radotaient sur "la nouvelle loi", demandant si nous n'avions pas encore entendu à la radio que désormais tous les Tutsi devaient être exterminés afin de mettre fin à leur domination séculaire et de se venger de leur oppression".

Ruggiu recruté par représentants du MRND en Belgique nott Paulin Murayi. Cf aussi rôle de Papias Ngaboyamahina

Contenus antibelges et de logique de génocide: textes , déclarations de Ruggiu

9